

Rapport d'activités



**Syndicat mixte des Gaves
d'Oloron, de Mauléon et
de leurs affluents**

Le mot du Président

L'année 2020 a comme chacun sait été marquée par une crise sanitaire sans précédent, qui n'est d'ailleurs toujours pas terminée. Dans ce contexte inédit, le syndicat a tenté au mieux de poursuivre ses actions de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations.

Ainsi, après une brève interruption en mars-avril 2020, les chantiers d'entretien de la végétation, de restauration des cours d'eau et de restauration des digues ont repris sur l'ensemble du territoire. Le montant des travaux GEMA+PI réalisés en 2020 s'élève à 413 262 €, en hausse par rapport à 2019 qui était une année de transition avec la prise en main de la nouvelle compétence. De même, les différentes études lancées en 2019 (Saleys, VTA, systèmes d'endiguement, Valorisons les zones inondables...) se sont poursuivies pour un montant de 92 222 €. Le premier Comité de pilotage de l'étude hydraulique du Saleys s'est tenu à Auterrive, le 23 novembre 2020, mais la phase de concertation qui devait débuter en 2020 n'a pu démarrer à cause des mesures sanitaires. Elle est reportée à 2021.

Sur le plan climatique et hydrologique, l'année n'a pas connu de crue majeure. En revanche, nous sommes particulièrement inquiets de la situation d'étiage subie par le Saison notamment en fin d'été-début d'automne 2020. D'après les données de la Banque Hydro, l'occurrence de cet étiage aurait été de l'ordre de 20 années. Outre son importance, la carence en eau s'est manifestée précocement dès le début du mois d'août, alors que les étiages sévères apparaissent habituellement plutôt à partir de septembre, date à laquelle un renforcement de cet étiage s'est par ailleurs produit. Un courrier a été adressé à la DDTM afin d'alerter les pouvoirs publics de cette situation alors même que la campagne d'irrigation 2021 se prépare.

Concernant le volet Natura 2000 du site du Saison, alors que le SIGOM avait répondu à l'appel à projets relatif aux « Projets Agroenvironnementaux et Climatiques 2020 », la Région n'a pas ouvert de nouveaux crédits pour le PAEC Saison en 2020. Cette décision regrettable a mis un coup d'arrêt à la dynamique impulsée sur le territoire. En effet, entre 2018 et 2019, 710 000 € ont été attribués à des agriculteurs sur le territoire du Saison par le biais des MAEC. Heureusement la dynamique a repris en 2021 avec la reconduction de cinq MAEC.

Sur le plan financier la situation est également tendue : après une année fortement excédentaire en 2019, une baisse significative des recettes tant en fonctionnement qu'en investissement n'a pas permis d'équilibrer le budget. Alors que les attentes des usagers et des élus sont de plus en plus prégnantes et un territoire très étendu, les sources de financement tendent à diminuer, ce qui est quelques peu inquiétant pour l'avenir.

Enfin, juste avant le confinement de mars 2020, les agents du SIGOM ont pu aménager dans les nouveaux locaux au 7 rue de la station, à Mauléon-Licharre. L'ensemble des archives a également été rapatrié sur un site unique et une prestation a été confiée au Centre de gestion pour le diagnostic puis le classement des archives du syndicat.

Bernard LOUGAROT.

Sommaire

1.	TERRITOIRE ET COMPOSITION DU SYNDICAT	4
2.	COMPETENCE ET MISSIONS.....	6
3.	BILAN FINANCIER	7
4.	LES TRAVAUX REALISES EN 2020	10
⇒	GESTION SELECTIVE DE LA VEGETATION ET RESTAURATION D'ANNEXES FLUVIALES	10
⇒	PREVENTION DES INONDATIONS	11
⇒	CONFORTEMENT DES DIGUES	12
5.	LES ETUDES MENEES EN 2020.....	13
⇒	ETUDE HYDRAULIQUE DU BASSIN DU SALEYS.....	14
⇒	VTA ET ETUDE DE FAISABILITE	15
⇒	GESTION DES SYSTEMES D'ENDIGUEMENT	15
⇒	RESTAURONS ET VALORISONS LES ZONES INONDABLES	16
⇒	DEPOT DE LA DIG DU BASSIN DU SAISON.....	17
6.	NATURA 2000 LE SAISON	18
⇒	MISE EN DEFENS DU RUISSEAU LE SALLES ET AMENAGEMENT D'ABREUVOIRS.....	18
⇒	CONTRAT NATURA 2000 « LUTTER CONTRE LA PROPAGATION DE L'ECREVISSE DU PACIFIQUE »	21

1. Territoire et composition du syndicat

Etant donné le contexte sanitaire, le deuxième tour des élections municipales a été reporté en juin et l'élection du bureau du SIGOM a été décalé au mois de septembre 2020.

Les délégués titulaires désignés pour la période 2020-2026

Pour la CAPB :

Olivier BARTAK, Maitena CASSAING, Véronique COLAS, Jérôme DACHARY, Daniel DARASPE, Patrick ETCHEBEHERE, Johaïne ETCHEMENDY, Lydia LAGARONNE, Bernard LOUGAROT, Jean-Claude MINVIELLE, Marie-Christine ORABE, Pierre POURRILLOU, Auguste QUEHEILLE, Sauveur URRUTIAGUER, Pantxika UTHURRIAGUE.

Pour la CCBG :

Daniel ARRIBERE, Patrick BALESTA, Nicolas BENEGUI, Thierry CABANNE, Arnaud DUPOUEY, Hubert FRANÇAIS, Jean HOURQUEBIE, Philippe LABACHE, Daniel LAFOURCADE, Maryvonne LAGARONNE, Raymond LIBANTE, Germain SALLENAVE, Sébastien SAPHORES.

Pour le CCL0 : Philippe ARRIAU, Guy ROMAIN Pour la CCPOA : Stéphane COLLIN

Le territoire

Bassin versant total :

1 000 km² +

80 km² de karts

Linéaires principaux

(>5 km) :

BV du Saison : 350 km

Sous-BV du gave

d'Oloron : 150 km

BV du Saleys : 65 km

Linéaire total : 2 500 km

Population : 27 423 habitants

Nombre d'EPCI-FP : 4

Nombre de communes : 91

Le Bureau

Président : Bernard LOUGAROT

1^{er} Vice-Président : Patrick BALESTA

2^{ème} Vice-Président : Philippe LABACHE

Autres membres : Lydia LAGARRONE, Jean-Claude MINVIELLE, Daniel LAFOURCADE, Stéphane COLLIN, Arnaud DUPOUEY, Johaïne ETCHEMENDY, Guy ROMAIN

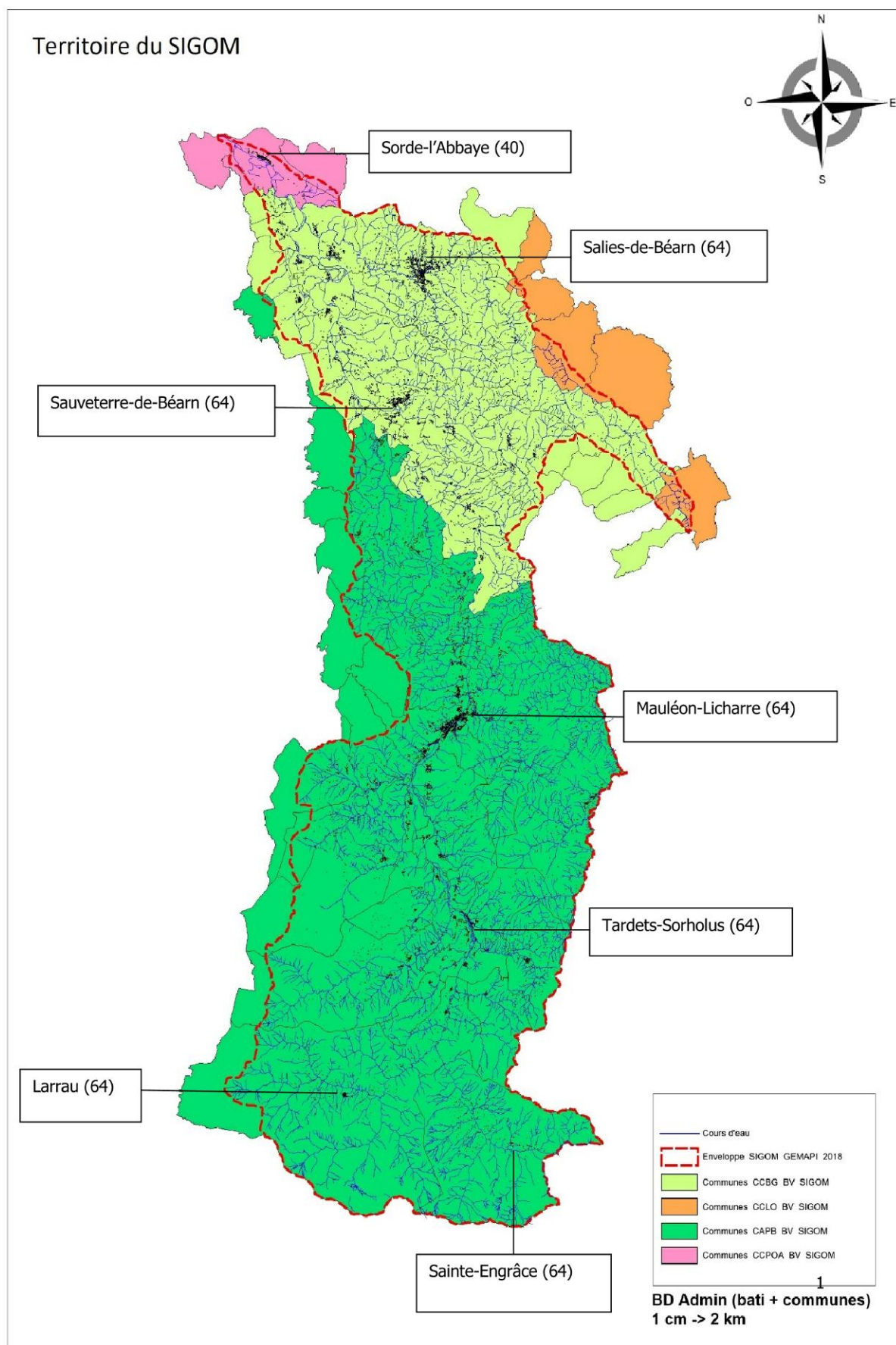
L'équipe du SIGOM

Raphaël ROY, Directeur du SIGOM
Chef de projet rivière

Grégory MINVIELLE,
Chargé de mission Milieux aquatiques
Animateur NATURA 2000

Sarah HUTTER, Responsable
administrative & communication,
assistante de prévention

Nicolas LATEBERNE, Technicien rivière,
en charge notamment du suivi des
travaux



2. Compétence et missions

L'article L211-7 du code de l'environnement définit aussi bien le cadre des opérations qui relèvent de l'intérêt général pour les collectivités territoriales que, spécifiquement au travers des items 1, 2, 5 et 8, les missions des structures gestionnaires de la GEMAPI : Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations.

Tous les EPCI membres du SIGOM ont donc transféré les compétences gémapiennes suivantes :

1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique : élaboration de plans de gestions, d'études de bassins...

2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal ou à ce plan d'eau : surveillance, entretien et restauration de la ripisylve, du lit mineur, des berges et annexes fluviales, enlèvement d'embâcle...

5° La défense contre les inondations : restauration de zones naturelles d'expansion de crues ; travaux divers de restauration post-crue ; gestion, surveillance et entretien des digues classées ; confortement de berges lorsqu'elles protègent un enjeu d'intérêt général ; études hydrauliques...

8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines : Restauration de la continuité écologique, surveillance et restauration des zones humides, de la biodiversité, opérateur NATURA 2000...

A ces missions dites gémapiennes est ajoutée la compétence issue de l'item 12 du même article du Code de l'environnement pour sa complémentarité avec les missions précédentes (actions d'animation, de coordination et de sensibilisation dans tous les domaines d'intervention)

12° L'animation et la concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique.+

Les différentes missions du SIGOM sont effectuées dans le cadre du règlement d'intervention, validé en décembre 2019, consultable sur le site internet <https://www.sigom.fr/le-sigom/statuts-et-reglement-dintervention/>

3. Bilan financier

Repères 2020

6 réunions du comité syndical, 3 réunions du bureau

27 délibérations

Dépenses de fonctionnement général : 377 538,23 €

Dont travaux d'entretien cours d'eau : 126 787,20 €

Recettes de la section de fonctionnement : 271 487,15 €

Dépenses d'investissement : 482 136,35 €

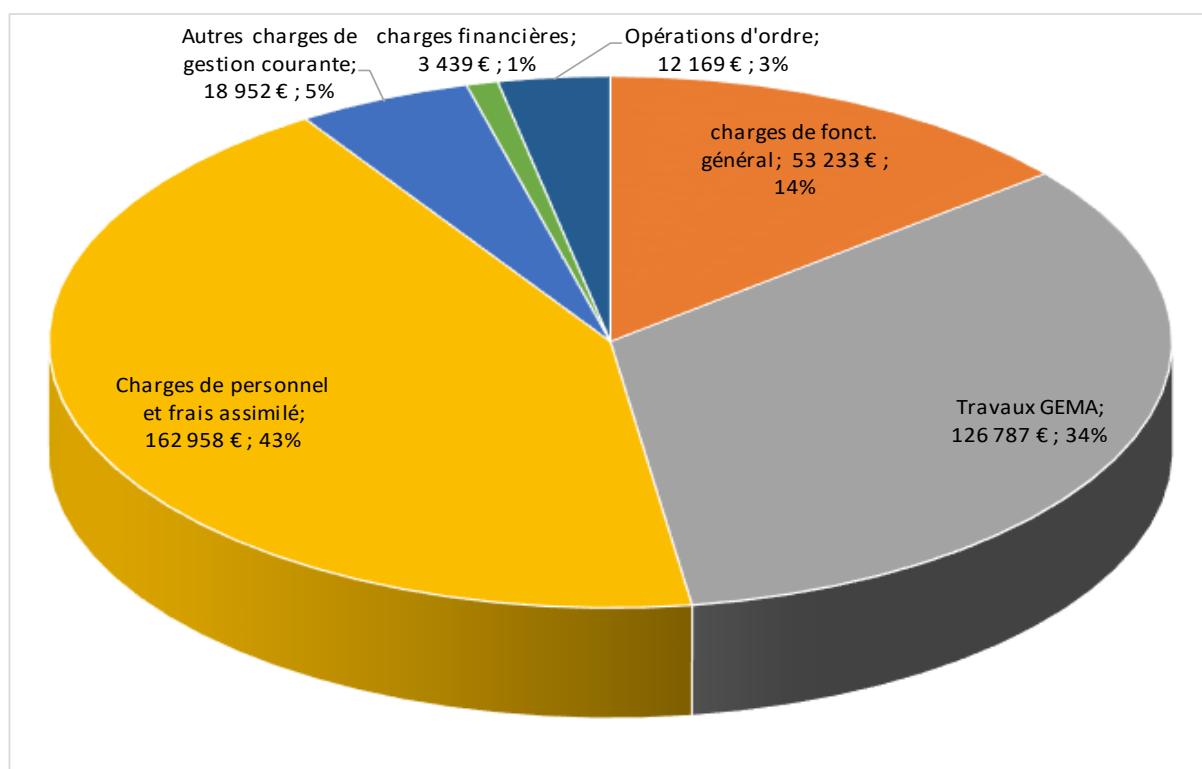
Dont travaux PI : 286 475,18 €

Recettes de la section d'investissement : 308 349,34 €

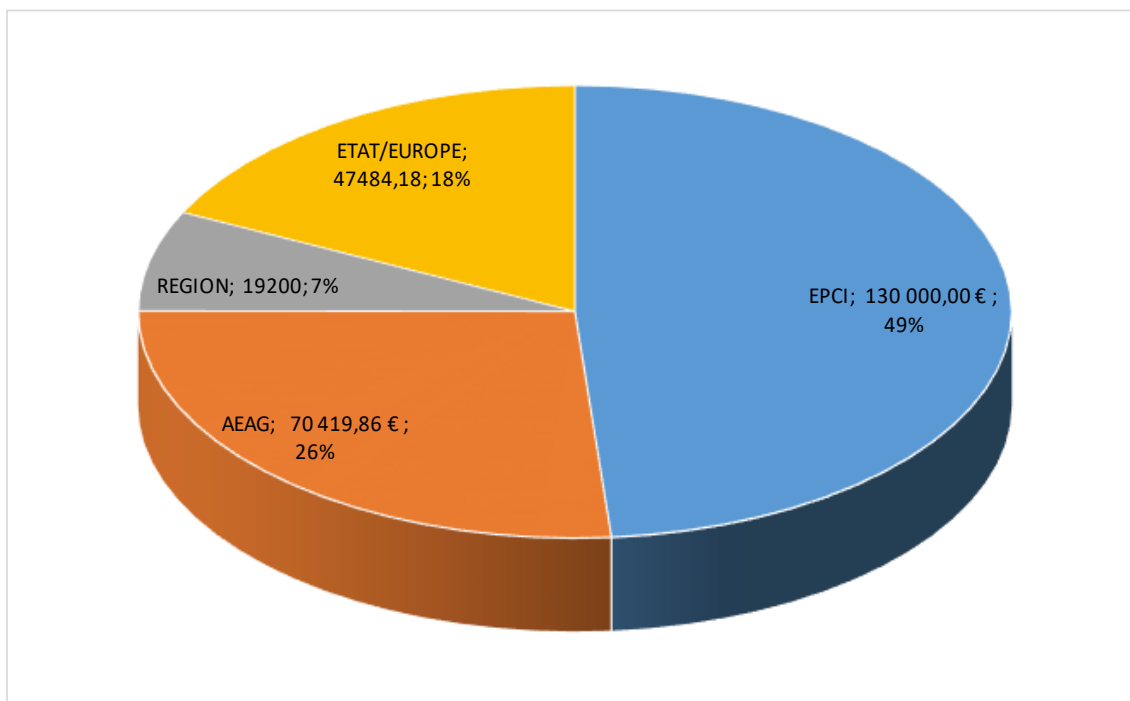
Bilan de l'année : - 279 838,09 €

Résultat de clôture : 147 239,15 €

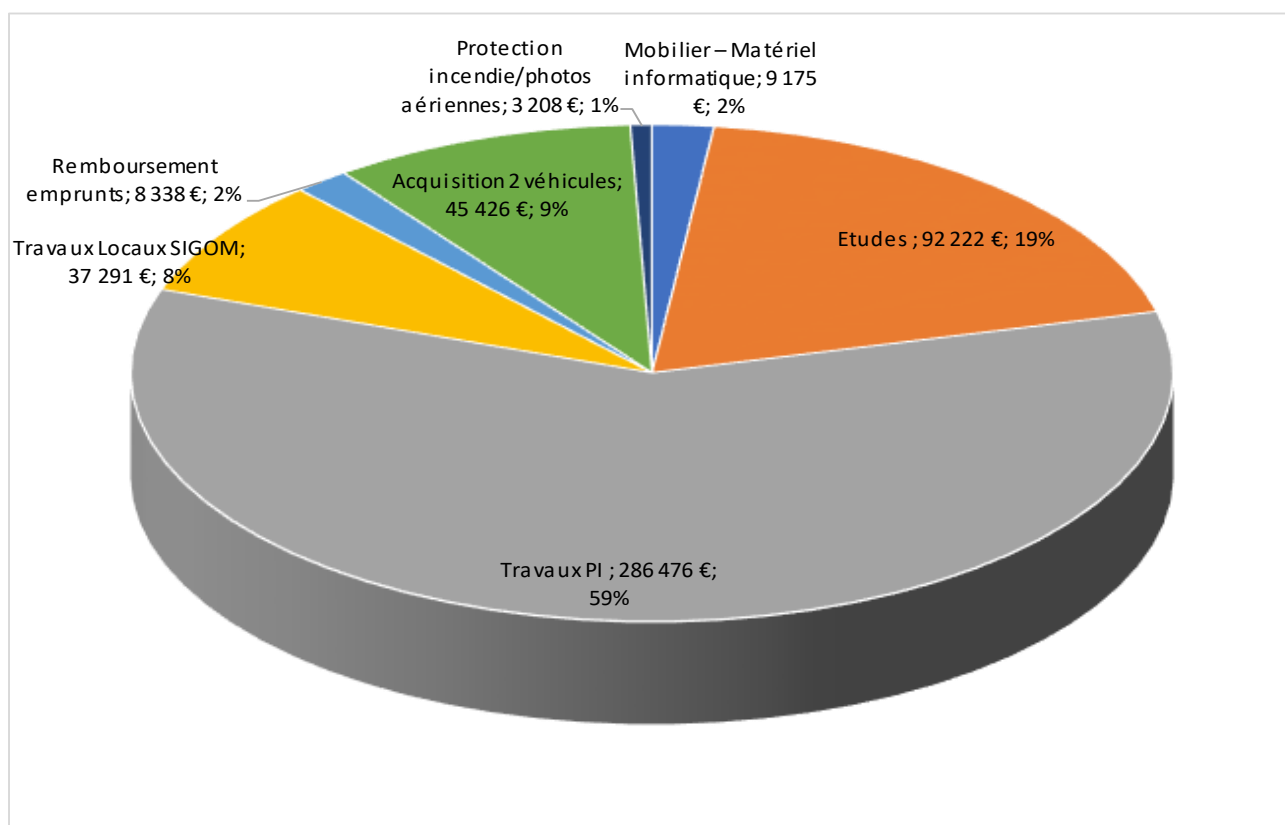
Les dépenses réelles de fonctionnement



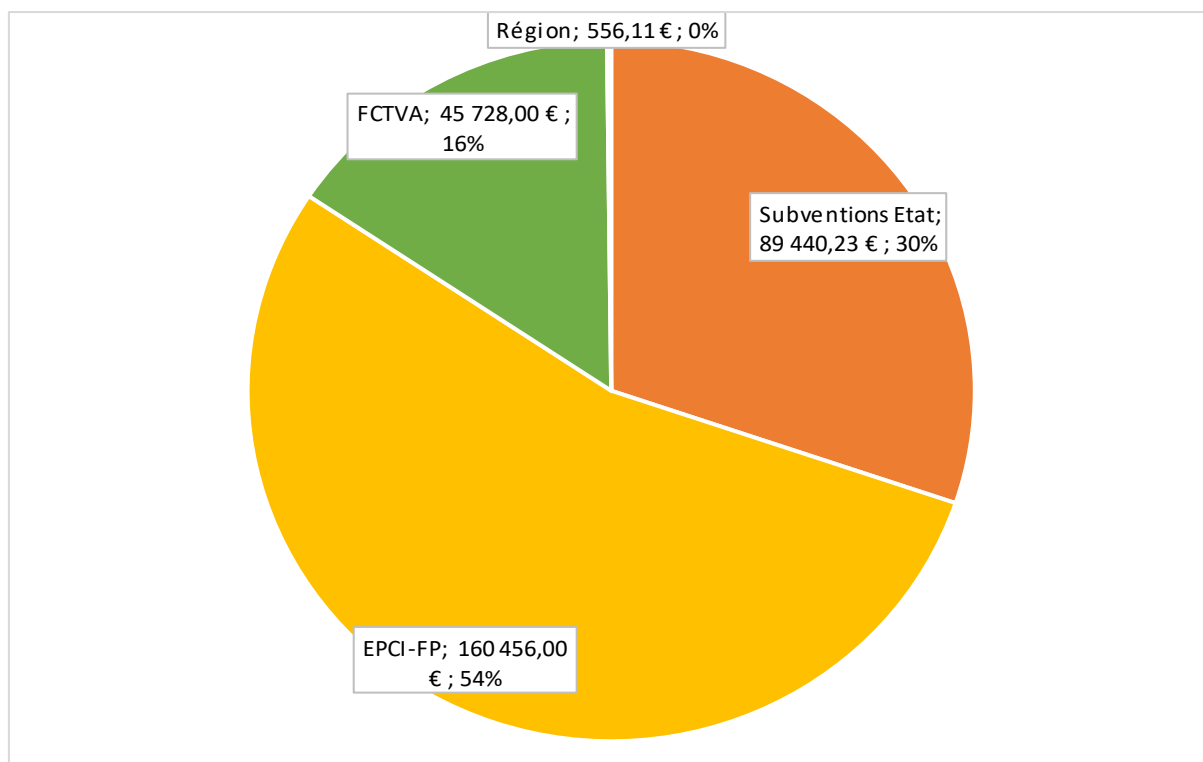
Les recettes réelles de fonctionnement



Les dépenses réelles d'investissement



Les recettes réelles d'investissement



4. Les travaux réalisés en 2020

Types de travaux	Montant HT
Gestion sélective de la végétation et restauration d'annexes fluviales	126 787 €
Prévention des inondations	286 475 €
TOTAL	413 262 €

⇒ *Gestion sélective de la végétation et restauration d'annexes fluviales*

Ruisseau de l'Apaure à Charre : traitement de la végétation



Gave d'Oloron à Saint-Dos : restauration d'annexe fluviale



⇒ *Prévention des inondations*

Restauration des écoulements :

A la suite des crues de juin 2018 et de décembre 2019, les travaux de restauration des écoulements sur la commune de Salies-de-Béarn se sont poursuivis en 2020 :





A Athos-Aspis et Auterrive, des opérations de réouverture d'annexes fluviales ont été menées :



⇒ *Confortement des digues*

Des travaux d'entretien et de confortement de digues ont été réalisés sur les digues de Sauveterre, de Castagnède et de Licq.



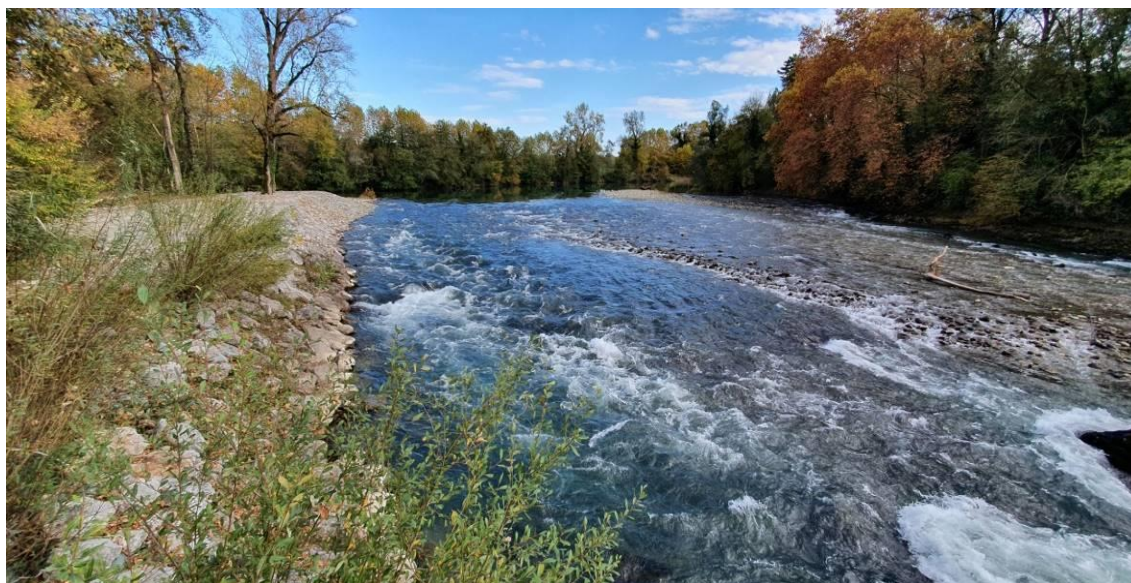
digue de Sauveterre



digue de Licq

*Digue de Sauveterre après travaux**Digue de Castagnède après travaux*

Dans le cadre du programme de Dotation de solidarité de catastrophes naturelles de l'Etat, des travaux de confortement de l'île de la Glère ont été menés à Sauveterre-de-Béarn :



5. Les études menées en 2020

OPERATIONS	MONTANT TTC
ETUDE DES SYSTEMES D'ENDIGUEMENT	18 585,80 €
VISITE TECHNIQUE APPROFONDIS DIGUES/MISSIONS COMPLEMENTAIRES	15 292,69 €
ETUDE HYDRAULIQUE BASSIN DU SALEYS	58 342,80 €
TOTAL	92 222,29 €

⇒ *Etude hydraulique du bassin du Saleys*

A la suite des inondations importantes sur la commune de Salies-de-Béarn, une étude hydraulique a été lancée en 2019 sur le bassin du Saleys. Le prestataire retenu est le cabinet Artelia et le coût total du marché s'élève à 87 627, 50 € HT, financé à hauteur de 80 % par le FEDER, auquel doivent se rajouter des études topographiques complémentaires.

Il s'agit d'une étude du fonctionnement hydraulique du Saleys accompagnée de proposition d'actions au stade étude de faisabilité. Cette opération s'inscrit dans la compétence GEMAPI exercée par le SIGOM et s'intègre dans le cadre des actions prévus dans le PPG du Saleys et du PPRI de Salies-de-Béarn pour améliorer la protection contre les inondations du bassin.

Si son déroulement a été perturbé par la crise de la COVID-19, le lundi 23 novembre après-midi, une quinzaine de participants se sont retrouvés à Auterrive pour le premier COPIL (Comité de pilotage) de l'étude du fonctionnement hydraulique du Saleys.



Cette séance a réuni des élus et techniciens du SIGOM et de ses membres, la CCBG et la CCLO, des communes du bassin, deux chargées de missions d'ARTELIA ainsi que les services de l'Etat. Elle avait pour but de rappeler les principes de l'étude et de présenter son avancement et sa programmation. Outre la définition du fonctionnement hydraulique du Saleys et de ses affluents (Beigmau...), l'étude a pour objets la cartographie et la hiérarchisation des enjeux et la définition in fine d'une stratégie de gestion de crue : aménagements divers mais aussi connaissance, prévision, alerte....

Actuellement, la phase d'état des lieux et la modélisation hydraulique sont en cours d'achèvement.

Il s'agissait notamment de restituer les premiers éléments d'analyse de la crue des 12 et 13 juin 2018 qui a été particulièrement traumatisante pour les riverains. Des visites de terrain, des rencontres, couplées à des relevés topographiques réalisés par drones et par levés terrestres, ont abouti à une description fine du territoire : ponts, seuils, embâcles, zones d'érosion/d'atterrissement, maisons ou routes inondées, occupation du sol, pentes, superficie.... Cela a permis notamment de calculer à divers

points le coefficient de ruissellement, a expliqué le cabinet ARTELIA, pour connaître les endroits où l'eau va ruisseler le plus rapidement. L'objectif est à présent de finaliser la construction des modèles hydrauliques afin de représenter fidèlement les crues et d'avoir un outil pour tester l'efficacité des aménagements et des solutions qui seront proposés. Un processus de concertation avec la population locale va être enclenché : cela se traduira par des ateliers de travail thématiques en petits groupes et au moins une réunion publique dans le premier semestre 2021. Pour cause de restrictions sanitaires, cette phase n'a pas pu démarrer en 2020..

⇒ *VTA et étude de faisabilité*

Un marché concernant la gestion des digues classées sur le gave d'Oloron a également été passé en 2019. Il s'agit de prestations intellectuelles pour la réalisation de diagnostic de 2 digues (VTA), élaboration des dossiers réglementaires, définition des travaux nécessaires au stade AVP, proposition de solutions alternatives aux digues actuelles. Les montants sont :

- Lot n°1 : digue de Sauveterre-de-Béarn : 23 993,85 € HT
- Lot n°2 : digue de Castagnède : 28 503,95 € HT

A la suite des visites techniques approfondies dont le compte-rendu a été déposé fin 2019, un marché complémentaire relatif aux travaux de remise en état des digues a été lancé en 2020 et les tranches conditionnelles ont été affirmées : Proposition travaux au stade AVP (TC1) et Proposition de solutions alternatives (TC2).

⇒ *Gestion des systèmes d'endiguement*

Actuellement, le territoire du SIGOM comporte quatre digues « d'importance » dont trois sont « classées » au titre de l'article R214-113 du code de l'environnement, modifié par le décret « digues » du 12 mai 2015.

Il s'agit des digues de Licq-Athérey (précédemment sous gestion de l'Institution Adour), de Sauveterre-de-Béarn, de Castagnède pour les digues classées et de celle de Carresse-Cassaber qui est non classée.

À la suite de la prise de compétence GEMAPI, les syndicats et EPCI-FP compétents en matière de « Prévention des inondations » doivent identifier les systèmes d'endiguement présents sur leurs territoires pour être en mesure de définir une politique de prévention des inondations pertinente et adaptée aux enjeux locaux.

Dans une volonté de démarché cohérente à l'échelle du bassin aval du Gave d'Oloron, le SIGOM s'est associé à la Communauté d'Agglomération du Pays Basque pour réaliser une étude de définition des systèmes d'endiguement qui seront retenus au titre du décret digue de 2015.

Courant 2020 le Directeur du SIGOM a activement collaboré avec le groupement titulaire du marché¹ pour les missions suivantes :

- Phase 1 : finaliser la mise à disposition des ouvrages publics communaux
- Phase 2 : cartographier les ouvrages de prévention des inondations fluviales et marines
- Phase 3 : identification des ouvrages PI en fonction des enjeux

Dans le cadre de cette analyse le statut de 239 ouvrages présents qui pourraient avoir un effet sur la propagation ou la gestion des crues sont analysés sur le territoire du SIGOM. Cela représente environ 42 km de digues, merlon ou ouvrages ponctuels (cf. carte de répartition des ouvrages par typologie ci-après).

¹ SEPIA Conseil, CACG, SEBAN & ASSOCIES

Ouvrages du territoire après typologie validée

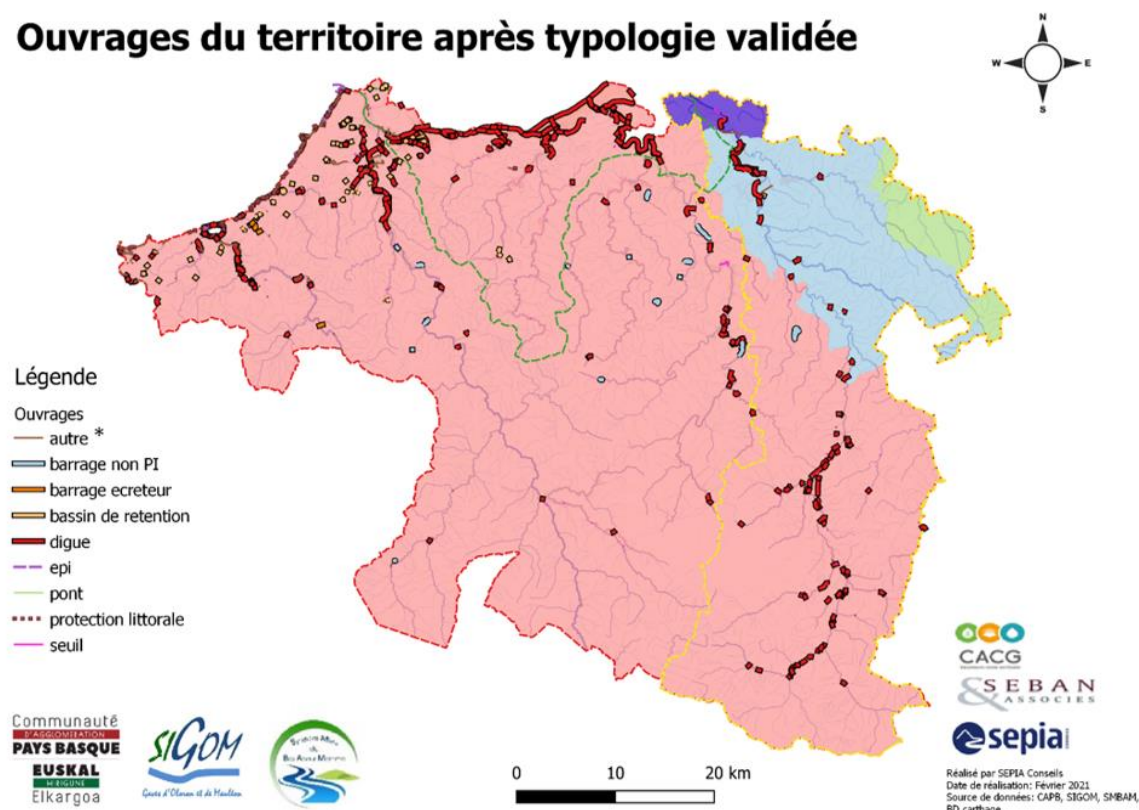


Figure 6 : Ouvrages après typologie validée

⇒ Restaurons et valorisons les zones inondables

Dans le cadre de l'appel à projet lancé en 2016 par l'Agence de l'Eau Adour Garonne « Valorisons et restaurons les zones inondables ! », le SIGOM a lancé une consultation en octobre 2019, pour la création d'outils de communication et de sensibilisation sur ce thème.

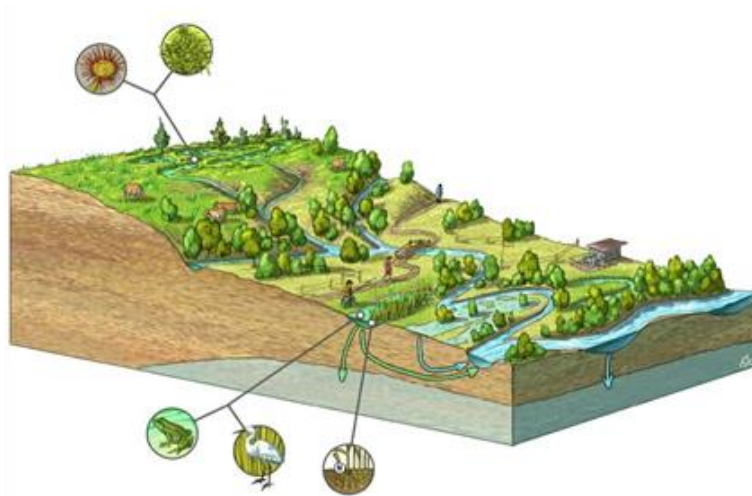
La mission a pour but d'assister le maître d'ouvrage dans l'élaboration d'un plan de communication pour la valorisation et la restauration des zones inondables. En effet, les « zones inondables » sont parfois perçues de manière négative par les riverains, alors qu'elles jouent un rôle crucial en tant que zones naturelles et zones d'expansion de crues. Elles retardent l'écoulement quand les débits des cours d'eau sont les plus importants et agissent comme des zones tampons. Ces zones inondables sont essentielles pour la structuration du paysage et l'équilibre des écosystèmes. Mais lorsque des enjeux humains sont présents à l'intérieur de ces zones (champs, habitations, infrastructures...), le risque d'inondation est élevé.

En 2020, une réunion en présentielle et plusieurs réunions en visioconférence se sont déroulées dans le cadre du marché « Plan de communication Valorisons et restaurons les zones inondables », financé par l'Agence également. Les restrictions sanitaires n'ayant pas permis d'organiser de réunion publique, une enquête a été réalisée via un mailing par le prestataire Biotopie auprès d'acteurs locaux identifiés par le SIGOM (élus, agriculteurs, usagers, techniciens de structures différentes...).

L'enjeu était d'identifier leur perception du SIGOM, du fonctionnement des cours d'eau, des milieux humides et des zones inondables, ainsi que leur avis sur la gestion des cours d'eau, etc. afin de mieux cerner le type de communication à proposer.

Le plan s'articulera autour de 4 outils de communication :

- **Refonte du logo et de la charte graphique.**
- **Panneau « restaurons et valorisons les zones inondables » avec comme accroche générale « Vous entrez dans une zone inondable »** et des repaires de crue + éventuellement 1 ou 2 pupitres.
- **Modèle type pour panneaux de chantier à adapter** par nous selon les types de travaux, lieux, dates, financeurs...
- **Fiche « présentation du SIGOM » (1 page à 1 page recto/verso)** pour la presse



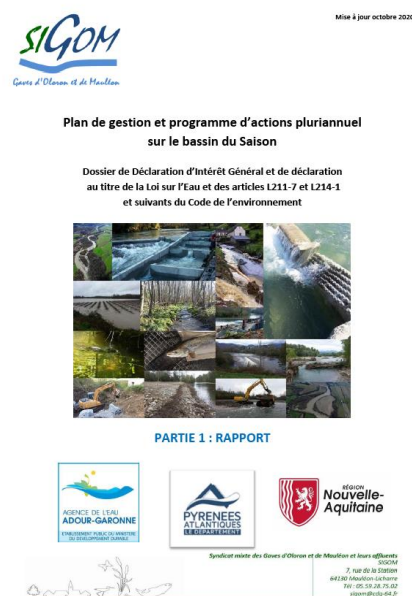
BIOTOPE ©

⇒ Dépôt de la DIG du bassin du Saison

Après plusieurs tentatives infructueuses les années précédentes, de nombreux échanges avec les services de l'Etat, et une évolution réglementaire plus favorable, le chargé de mission Milieux aquatiques a repris le dossier de déclaration d'intérêt général du bassin du Saison pour une mise à jour complète.

Le dossier a ainsi été déposé le 16 octobre 2020, au titre de la Loi sur l'Eau et des articles L211-7 et L214-1 et suivants du code de l'environnement. A la suite de la demande de la DDTM, cette version a été consolidée puis renvoyée et finalement acceptée par la police de l'Eau en date du 30 mars 2021. L'enquête publique sera lancée dès que le Tribunal administratif de Pau aura désigné un commissaire enquêteur.

La déclaration d'intérêt général du Gave d'Oloron aval est également en cours de mise à jour et celle du Saleys devrait suivre.



6. Natura 2000 Le Saison

En mars 2020, 573 courriers d'information accompagnés d'une plaquette de présentation sur les MAEC ont été envoyés par le SIGOM aux exploitants agricoles dont le siège d'exploitation ou l'une des parcelles se trouvait dans le périmètre du PAEC.

Dans l'attente de la réponse de la Région Nouvelle Aquitaine concernant la validation de cet appel à projets, le SIGOM, compte tenu des délais restreints, a rencontré plusieurs agriculteurs afin de réaliser des pré diagnostics.

Malheureusement, très tardivement début avril, le SIGOM a reçu une réponse négative indiquant qu'aucune nouvelle mesure ne pourrait être financée en 2020. Cette décision a été justifiée par un programme transitoire de la PAC qui avait nettement revue à la baisse les financements disponibles pour 2020. Malgré la mobilisation des élus, les choix financiers n'ont pas pu être réorientés, et la possibilité de souscrire de nouvelles mesures n'a pas été retenue, stoppant ainsi la dynamique enclenchée les années précédentes.

Rappel des chiffres clés des 2 premières années (2018 et 2019) :

- Plus de **100** agriculteurs rencontrés
- **76** agriculteurs différents ayant contractualisés une ou plusieurs mesures
- **205 ha** de grandes cultures converties en prairies
- **37 km** de ripisylves engagées en entretien
- **370 ha** de prairies fleuries valorisées
- **84 ha** de prairies engagées en retard de fauche et sans fertilisation
- **25 ha** d'entretien de prairies inondées
- **710 000 €** attribués sur le territoire du Saison

⇒ *Mise en défens du ruisseau le Salles et aménagement d'abreuvoirs*

Autre action mise en place dans le cadre du DOCOB, en partenariat avec la Fédération de pêche 64, la commune de Berrogain-Laruns et l'AAPPMA du Pays de Soule : la mise en défens du ruisseau le Salles et

Natura 2000 est un réseau européen institué en 1992 par la directive européenne 92/43/CEE sur la conservation des habitats naturels, de la faune et de la flore sauvage.



Le site Natura 2000 du Saison s'étend sur 3684 ha et comprend 300 km de cours d'eau permanents, entre les contreforts du Pic d'Orhy et la commune d'Autevielle-Saint-Martin-Bideren. Ce site remarquable, de part la richesse de son patrimoine naturel, comporte 9 espèces animales et 43 habitats d'intérêt communautaire.

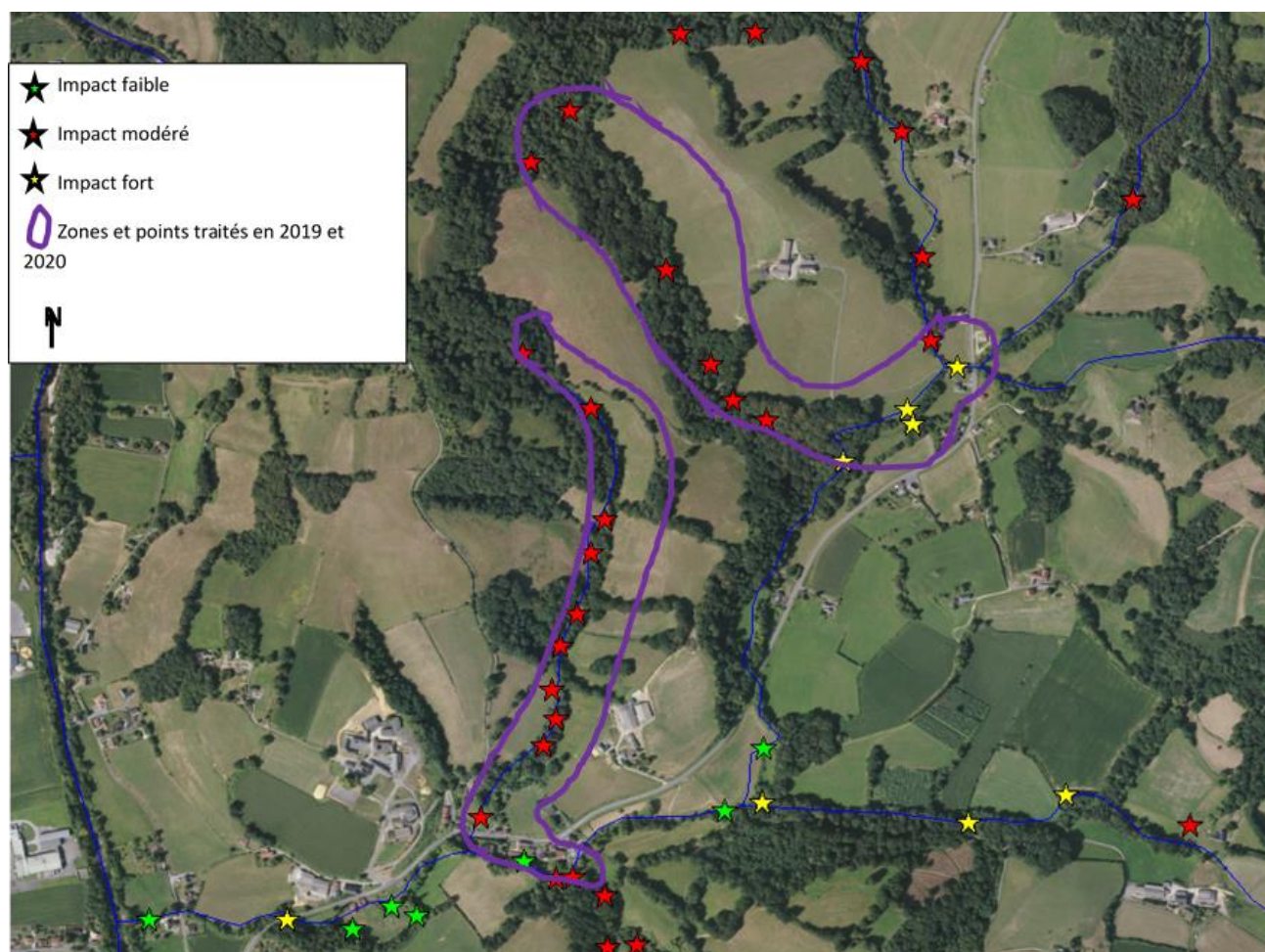
Le SIGOM a été désigné comme structure opératrice de l'élaboration du Document d'Objectifs (DOCOB) en février 2015 puis comme structure animatrice en mai 2017.

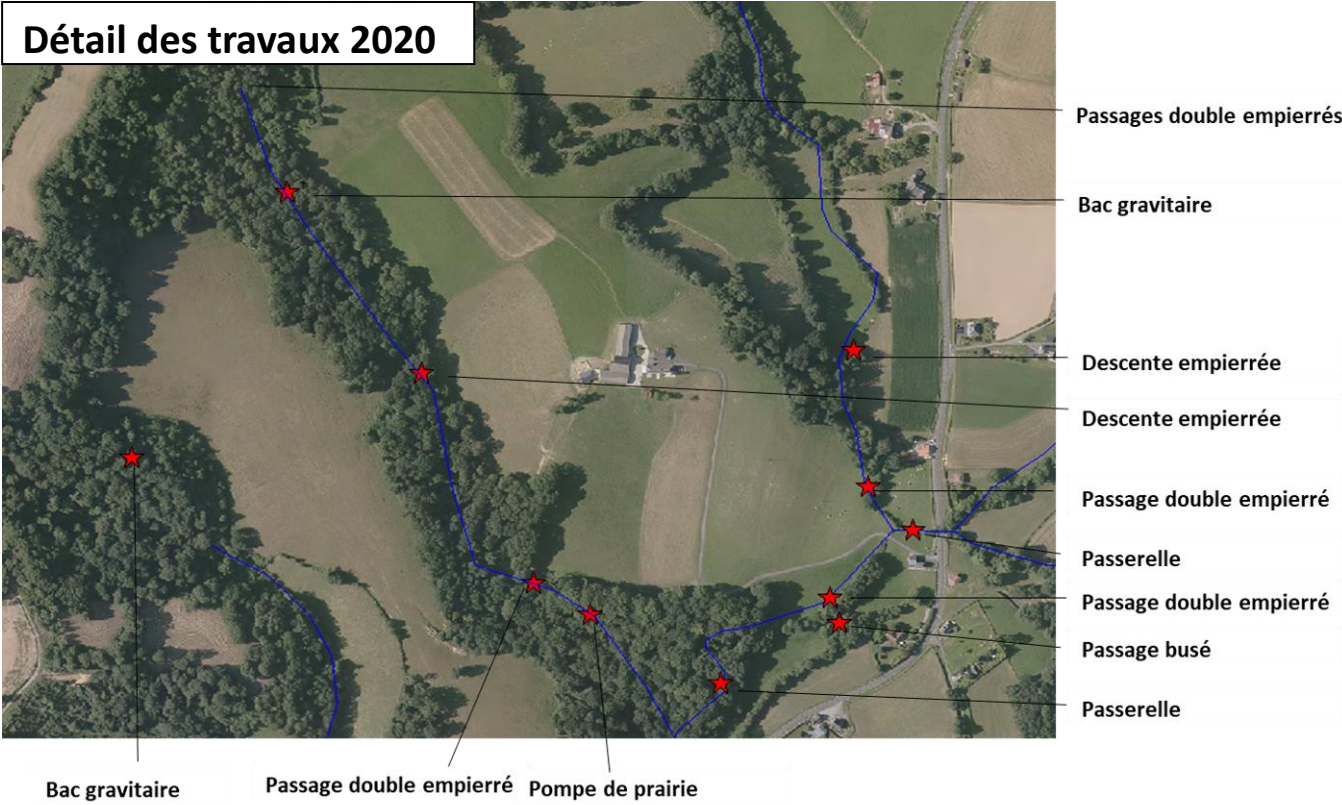
l'aménagement d'abreuvoirs. L'enjeu est d'améliorer la qualité de l'eau du ruisseau du Salles impacté par de nombreux points de piétinement de berge. L'espèce d'intérêt communautaire visée est l'Ecrevisse à pattes blanches (*Austropotamobius pallipes*) qui a en effet été identifiée sur le site.

Il s'agit d'une opération pilote au montage financier relativement complexe, soutenue par la Mairie de Berrogain Laruns, l'Aappma du Pays du pays de Soule, l'Aappma du Gave d'Oloron, la fédération de pêche 64 (via la FNPF) et le SIGOM (par le biais du programme d'entretien des cours d'eau financé à 60% par l'AEAG et 20% par la Région).

Les travaux ont débuté en 2018 et 2019 et se sont poursuivis encore en 2020 malgré les difficultés liées aux conditions sanitaires. 22 points impactant ont été traités à ce jour. Les principaux aménagements ont consisté à la mise en place de 17 abreuvoirs (descentes d'abreuvement aménagées, bac gravitaire, pompe à museau), la mise en défens de 2,5 km de berges, la création de 3 passerelles, de 2 passages d'engins ainsi que l'entretien de la végétation et la restauration des écoulements.

Un budget de 53 901 € a été nécessaire pour ces travaux (Mairie de Berrogain-Laruns : 9 457 €, AAPPMA du pays de Soule : 8 084 €, SIGOM : 8 940 €, Fédération de pêche via le programme Source (Ingénierie + main d'œuvre) = 27 420 €).







Aménagement d'une passerelle en rondin d'acacia (matériaux sur place). En cours de finition



Passage double empierrée, positionné sur affleurement de roche mère pour limiter le départ de matières fines.



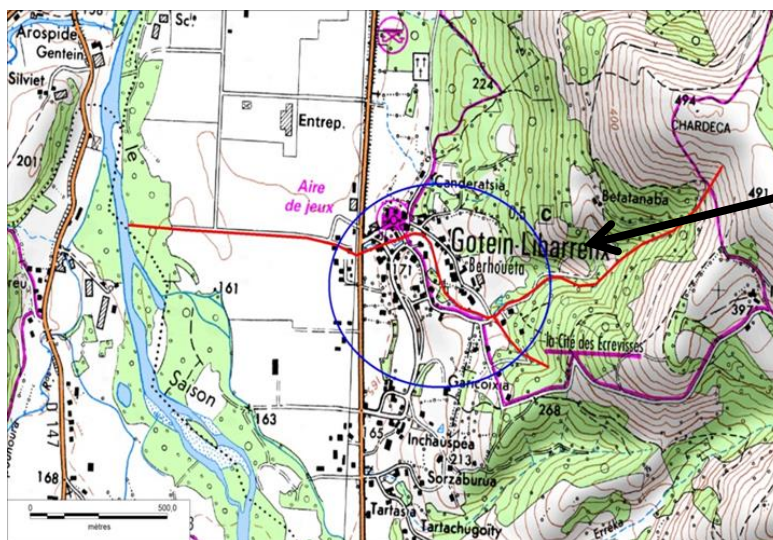
Passage double empierrée, en cours de finition. Reste à poser la clôture pour canaliser le passage du bétail.

⇒ *Contrat Natura 2000 « Lutter contre la propagation de l'écrevisse du Pacifique »*

En 2018, des inventaires sur le ruisseau de Gotein ont mis en évidence la présence d'écrevisses du Pacifique (*Pacifastacus leniusculus*). Cette espèce exotique envahissante, robuste et agressive, entre en compétition directe avec les espèces autochtones. Facteur aggravant supplémentaire, elle est porteuse saine d'une infection qui décime les populations d'écrevisses autochtones : l'aphanomyose. En effet, il y a encore quelques années, une astaciculture était présente sur la commune. Cette dernière est supposée être involontairement à l'origine de cette propagation. Cet élevage est aujourd'hui fermé.

Un contrat N2000 « Lutter contre la propagation de l'écrevisse du Pacifique » a été déposé au printemps 2019 et accepté en juin. Un financement Etat/Europe à 100% pour un montant total de 15 000 € a été retenu.

Après consultation, la prestation a été confiée à la fédération de pêche 64.



Zone de présence de
l'écrevisse exotique

6 campagnes de piégeages ont été réalisées en 2019 et 4 campagnes en 2020.

Compte tenu du contexte sanitaire les campagnes de piégeages 2020 n'ont pas pu débuter aussi tôt que prévu. La capture de femelles « grainées » n'a pas pu être réalisée.

Bilan des 4 campagnes de piégeage 2020 :

- 26 mai 2020 : 62 individus
- 17 juin 2020 : 37 individus
- 23 juin 2020 : 55 individus
- 06 juillet 2020 : 59 individus

Soit un total de 213 écrevisses du Pacifique capturées et éliminées.



Rédaction et mise en page : SIGOM

Directeur de Publication : Bernard LOUGAROT

Crédit photos : SIGOM, BIOTOPE.

Le syndicat remercie ses partenaires institutionnels et financiers :



+ d'infos sur www.sigom.fr



Syndicat mixte des Gaves d'Oloron et de Mauléon et leurs affluents
SIGOM

7, rue de la Station
64130 Mauléon-Licharre
Tél : 05.59.28.75.02
sigom@cdg-64.fr